

pour son approvisionnement en pétrole. Alors que le gouvernement canadien subventionne déjà le prix du pétrole au Canada à raison de un milliard de dollars, je trouve quelque peu incongru que ce soit là l'un des trois principaux chevaux de bataille du chef du Nouveau parti démocratique.

Le député en est ensuite arrivé à la question de l'escroquerie des prix alimentaires que nous connaissons, selon lui. Il a essayé d'étayer cette thèse à l'aide d'une liste de produits alimentaires que lui avait communiquée le député de Nickel Belt, et nous avons déjà entendu commenter cela. Il a fait consigner au hansard certaines augmentations de prix, et s'est efforcé d'appuyer sa thèse concernant le gonflement scandaleux des prix sur ces données.

Le chef néo-démocrate s'en est pris au gouvernement sous prétexte que la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires n'était pas habilitée à faire baisser les prix, mais il a pris soin d'omettre que cette commission avait fréquemment déclaré qu'en dépit d'enquêtes extrêmement poussées, elle n'avait constaté aucun cas d'abus ni de mercantilisme au niveau de la distribution.

Le député a d'autre part abordé le sujet des terres agricoles. Il a déclaré que cet argument avait efficacement servi ses collègues lors des élections en Ontario, mais il a omis de dire que si les agriculteurs abandonnent les terres agricoles, c'est entre autres parce qu'ils ont du mal à vendre à un prix honnête leurs produits et que comme bien des gens, ici même et ailleurs, ils ne sont pas prêts à travailler pour un revenu de misère, et ils exigent que leurs efforts soient dûment rétribués, sans quoi ils quitteront leur ferme. Je pense que, lorsqu'il a développé sa thèse, il a esquivé les véritables problèmes, et n'a pas tenu compte de la réalité concrète. Mais le ministre des Finances a mis le doigt sur les faiblesses de son argumentation.

Le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield), par contre, ce qui nous changeait agréablement, a déclaré au cours de ce débat qu'il reconnaissait que le programme comportait maintes lacunes. Je pense que c'est lui qui a trouvé la formule de «justice approximative». Il admettait en fait les difficultés que comporte l'application du programme. Il a également exprimé le désir que l'on raccourcisse la durée de ce programme. Autrement dit, il a formulé certaines critiques constructives que le ministre des Finances et les députés de ce côté de la Chambre ont fort goûtées. On peut dire à juste titre qu'il existe un contraste très réel entre l'attitude du chef de l'opposition officielle, à ce tournant très sérieux de l'histoire de notre pays, et celle du chef du NDP.

Le chef de l'opposition a reconnu que nous étions en période de crise et que le pays courait le risque d'aller à la ruine. Il a reconnu que, autant qu'on pouvait en juger, le niveau de l'inflation était tel qu'il fallait absolument l'enrayer, et malgré les objections réelles qu'il a prononcées à l'encontre du programme, il est prêt à y souscrire, à nous apporter son soutien de principe et à y participer de manière efficace, grâce à ses observations critiques.

A l'opposé, les députés néo-démocrates ne sont nullement disposés à reconnaître au programme aucune valeur. Ils ne lui trouvent aucun avantage mais se refusent à dire, cependant, ce qu'ils feraient, s'ils étaient chargés de présenter un programme anti-inflationniste. Au contraire, ils n'ont que des clichés éculés sur les sociétés gigantesques et ne nous sortent leurs rengaines sur l'absence de concurrence du marché. En fin de compte, ils rendent leur hommage traditionnel à l'unique secteur de la collectivité dont ils vivent, à savoir les puissants syndicats et font remarquer que ce sont eux qui vont pâtir de ces mesures.

### Programme anti-inflation

Il y a une chose que, de ce côté-ci de la Chambre, nous pouvons dire, c'est que nous ne sommes pas anti-syndicalistes. Nous ne sommes pas non plus opposés au patronat. Nous essayons de préserver la texture économique de ce pays.

● (1520)

En présentant son programme, le ministre des Finances en a reconnu les défauts, mais il est prêt à en corriger certains comme il l'a indiqué en proposant des amendements au stade du comité où il a écouté les membres de l'opposition, comme il les écoute aujourd'hui. Je suis certain que la grande majorité des Canadiens est prête à accepter ce programme malgré ses défauts pour essayer de le faire fonctionner.

Les députés du Nouveau parti démocratique rendent un très mauvais service au pays et au Parlement en décidant de s'associer au Congrès du travail du Canada pour dépenser \$500,000 afin de lutter contre ce programme et à de le miner par tous les moyens possibles. Les Canadiens font face à des difficultés indéniables.

Il faudrait savoir aussi, et cette question se pose à beaucoup d'entre nous, si le gouvernement prend ses responsabilités et s'attaque au problème en réduisant ses propres dépenses. Nous sommes nombreux à nous être réjouis de la déclaration du gouvernement, qui veut réduire considérablement ses propres dépenses cette année. Je me félicite de cette décision et je sais que beaucoup de députés de toutes les allégeances politiques partagent mes sentiments. Mais lorsque ces mesures se concrétiseront, il faudra accepter de sombres coupures dans des programmes chers aux députés des deux côtés de la Chambre. Sans doute, bien des personnes perdront leur poste dans l'administration publique, des personnes qui pensaient exécuter des fonctions très importantes. En d'autres termes, certains qui ce matin même ont insisté pour que ces réductions aient effectivement lieu pousseront bientôt des cris d'indignation.

C'est pourquoi, de ce côté de la Chambre, nous croyons que si le gouvernement ne joue son rôle à tous les niveaux, en réduisant ses dépenses, si la Banque du Canada n'accepte ses responsabilités de gestion de la masse monétaire, si la société dans son ensemble ne se rend pas compte que l'écroulement de notre économie, et la perte de toute compétitivité ne serviront à personne, tout risque de s'effondrer. Si cela est possible, alors le programme connaîtra le succès.

J'espère qu'aux séances du comité et lorsque le bill reviendra à la Chambre, les néo-démocrates se rendront compte de leurs responsabilités et de ce que le pays attend d'eux, car leur parti a grandement contribué à l'élaboration des concepts qui font maintenant partie de notre structure sociale. J'espère également qu'ils appuieront le programme et qu'ils mettront fin à leurs critiques superficielles en reprenant l'attitude négative de leurs amis, les chefs syndicaux, et qu'ils appuieront le programme pour que, grâce à lui, la société se porte mieux.

**M. Andrew Hogan (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, je ne vois pas la nécessité de cette mesure législative. Il est manifeste que loin d'être un plan d'urgence soigneusement mûri, déjà prêt depuis 1971, c'est une caricature de programme rendu nécessaire par la démission de l'ancien ministre des Finances et la tenue du congrès des fidèles libéraux qui a pris fin en fin de semaine dernière. Le premier ministre (M. Trudeau) a donc convaincu le cabinet d'accepter ce genre de programme confus. Il ressort que le premier ministre lui-même a accepté à